

LA MINISTRE FRANÇAISE DU COMMERCE ACHÈVE SA VISITE : «J'ai perçu une volonté de changer le cadre réglementaire»

Considérant l'Algérie comme une puissance émergente intermédiaire, la France veut développer la «Méditerranée des projets». C'est le message qu'est venue porter la ministre française du Commerce qui évoque les difficultés rencontrées par certaines entreprises françaises et qui dit avoir perçu une volonté du gouvernement algérien de changer l'arsenal juridique.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le gouvernement a-t-il l'intention de changer certaines dispositions liées aux conditions d'investissement ? La ministre française du Commerce croit savoir que oui. Madame Nicole Bricq dit avoir perçu «une volonté» de réviser le cadre législatif sans que cela lui soit clairement signifié.

Animant hier une conférence de presse à l'issue d'une rencontre avec des chefs d'entreprise, elle a évoqué la règle du 49- 50 qui est considérée comme un obstacle pour certaines PME mais pas comme un frein insurmontable. Elle

dit être déterminée à promouvoir ce que le président français surnomme «la Méditerranée des projets», un cadre qui va visiblement remplacer l'UPM si cher à son prédécesseur.

Le partenariat, la ministre française le conçoit durable mais surtout basé sur des projets concrets dans un pays qui, dit-elle, a la particularité d'être un marché et un lieu d'investissements. Un terrain où la France va devoir se battre pour y garder sa place.

La concurrence, reconnaît la ministre, est rude et les entreprises françaises devront faire des efforts



La ministre française du Commerce, Nicole Bricq.

pour consolider leurs positions. Elle appelle à entreprendre davantage tout comme elle exhorte les chefs d'entreprise algériens à être

porteurs de messages positifs. Les deux parties pourront bientôt discuter à l'occasion d'un forum que la ministre compte organiser, proba-

blement après la visite de François Hollande qui interviendra au mois de décembre. En attendant, les négociations au sujet de l'installation de Renault en Algérie sont toujours en cours.

Les deux pays restent attachés à l'aboutissement du projet de l'installation du constructeur français mais aucun détail sur l'état d'avancement des négociations n'a été donné par la ministre qui s'est contentée de dire que les négociations continuaient d'avancer. Une réunion a eu lieu à ce sujet la semaine dernière entre les deux parties. La négociation est active, affirme la ministre qui trouve logique que le groupe français essaye de sauvegarder au mieux ses intérêts. Nicole Bricq a achevé hier sa visite à Alger en lançant un message fort aux entrepreneurs pour la reconstruction du partenariat algéro-français.

N. I.

APRÈS LES DÉCLARATIONS DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

Les gardes communaux répliquent

Déjà qu'il n'a pas cessé de brûler des mois durant, le torchon entre les gardes communaux et le ministère de l'Intérieur continue de brûler après les dernières déclarations de Daho Ould-Kablia, samedi.

M. Kebci - Alger (Le Soir)- Dans une déclaration rendue publique hier, procédé dont elle a rarement pour ne pas dire jamais usé, la coordination nationale du corps des gardes communaux a vivement réagi aux propos de Daho Ould-Kablia. Qualifiant d'incendiaires les propos du ministre qui les aurait traités, en marge de la réunion qui l'a regroupé avec des walis, d'indisciplinés et d'avoir politisé leur mouvement de revendications, les gardes communaux estiment qu'Ould Kablia «n'engage que sa propre personne et pas une institution de l'Etat d'un pays de droit».

Une institution comme toutes les autres et qui sont restées debout grâce aux «sacrifices des éléments des gardes communaux qui ont répondu à l'appel de la nation pour sauver la République et continuer ainsi le combat de nos ancêtres pour la liberté de notre chère patrie».

Pour les «ridjal waqifoun», «le mot politique n'effraie et ne dérange plus», osant même affirmer, par la voix de leur porte-parole national, «que les derniers décrets exécutifs (12-340 du 11 septembre 2012 fixant les conditions et modalités d'octroi des pensions de retraite proportionnelles exceptionnelles aux agents de la garde communale et 12-340 du 11 septembre 2012 fixant les conditions et modalités d'octroi des pensions de retraite proportionnelles exceptionnelles aux mêmes agents) se veulent comme une volonté d'en finir avec ce corps qui semble gêner».

«On veut effacer et s'accaparer la lutte anti-terroriste pour l'offrir comme un cadeau sur un plateau d'argent aux gens qui rêvaient de faire de l'Algérie Kaboul», poursuit Lahlou Aliouet. Pour ce dernier, ces décrets modifiant le régime indemnitaire et les conditions

d'octroi de la retraite proportionnelle exceptionnelle aux éléments de la garde communale publiés récemment au Journal officiel ne sont qu'une traduction légale des résolutions de la réunion des coordinateurs nationaux du corps au ministère de l'Intérieur, à l'origine de leur décampement de Boufarik, où ils étaient regroupés quinze jours durant, fin juillet et début août derniers. «Le calcul de la prime d'astreinte au taux de 60 à 75 % donne une augmentation de 3 000 DA. Ce que les gardes communaux ont toujours rejeté, celle-ci n'étant pas de nature à valoir les 16 heures supplémentaires travaillées», affirme notre interlocuteur.

Il en est de même concernant la retraite proportionnelle exceptionnelle puisque, enchaîne Aliouet, cette dernière se devait de profiter «à tous les éléments réunissant 15 années d'expérience, sans aucune condition, comme convenu lors des discussions».

Pour lui, «les derniers décrets publiés au Journal officiel n'apportent rien de nouveau

et se veulent une façon de tromper l'opinion publique et les éléments de la garde communale».

L'invitation de l'intérieur déclinée

Autre raison du courroux des gardes communaux, le point lié à leur redéploiement. Aliouet affirme qu'au début, il était question du libre choix pour le garde communal d'opter pour l'ANP ou pour les administrations publiques et autres entités économiques en tant qu'agent de sécurité avec le même salaire à percevoir. Ce qui est loin d'être le cas, regrette notre interlocuteur qui fera part d'une rencontre, aujourd'hui, au ministère de l'Intérieur. une invitation que la majorité des membres du conseil national consultatif des gardes communaux déclinent, demandant à leurs coordinateurs nationaux de ne pas se rendre au siège du ministère de l'Intérieur en signe de mécontentement de la corporation. A la place, il est prévu, dira encore Aliouet, des sit-in locaux dans tous les chefs-lieux de wilaya.

M. K.

BLIDA : ALORS QUE LEURS PROPRIÉTAIRES AVAIENT BLOQUÉ LA ROUTE

Une quarantaine de constructions illicites démolies à Chiffa

Plus de 40 maisons construites illicitement dans la commune de Chiffa, à 7 km à l'ouest de Blida, viennent d'être démolies sur instruction du wali de Blida.

Ces constructions, érigées à proximité d'une décharge publique, datent de six mois environ. C'est dire qu'il a fallu un impressionnant renfort de la Gendarmerie nationale pour que cette opération aboutisse surtout que les propriétaires refusaient de quitter les lieux.

Pour rappel, ces derniers avaient bloqué, quelques jours avant, la RN4 pour exiger l'enlèvement de la décharge publique et sont allés même jusqu'à interdire l'accès aux camions de la mairie pour y jeter les ordures. Il a fallu l'intervention des forces de sécurité pour que la route soit rouverte à la circulation.

Il est à noter que le phénomène des constructions illicites dans la wilaya de Blida, notamment sur les berges des oueds, prend de plus en plus d'ampleur, surtout après le relogement des habitants des bidonvilles du quartier dit Sidi-Abdelkader, où plus de 400 familles, venues pour la plupart des wilayas limitrophes, ont bénéficié de logements décentes.

M. B.

ŒUVRES SOCIALES DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Des garanties pour l'installation de la structure de gestion la semaine prochaine

Selon le président de la commission des œuvres sociales du secteur de l'éducation nationale, Abderrahmane Belmechri, en réunion hier avec le secrétaire général du ministère de tutelle, des garanties ont été données pour la prise en charge de l'ensemble de leurs revendications et seront concrétisées au cours de la semaine prochaine.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Quelques jours après la tenue de sa conférence de presse, la commission nationale des œuvres sociales de l'éduca-

tion nationale a été invitée hier par le département d'Abdelatif Baba Ahmed pour débattre des différentes questions en suspens, notamment celle liée à l'installation de la structure de gestion qui pose toujours problème.

En effet, et selon le président de la commission, Abderahmane Belmechri, contacté hier après sa sortie de la réunion, le secrétaire général du ministère de l'Education nationale a donné des garanties sur l'ensemble des revendications sur PV. «L'essentiel de nos doléances sont l'installation de la structure de gestion ainsi que le détachement des membres de commissions de wilayas qui seront concrétisées au cours de la semaine pro-

chaine d'après les promesses faites par le SG du ministère de tutelle en présence de plusieurs syndicats du secteur», a-t-il souligné. S'agissant du patrimoine passif des œuvres sociales de l'éducation nationale, dont des détournements seraient soupçonnés, Abderahmane Belmechri dira qu'ils attendent toujours les résultats de l'enquête entamée par la commission gouvernementale.

Enfin, il fera savoir que le département d'Abdelatif Baba Ahmed a reconnu son erreur par rapport au montant du budget confié aux œuvres sociales qui est d'environ 1 300 milliards et non pas 2 000 milliards.

M. M.

Karim Tabbou lancera son parti le 1^{er} novembre

L'ancien premier secrétaire national du FFS, Karim Tabbou, ne semble pas avoir chômé depuis qu'il a rompu les amarres avec son ancien parti.

Après avoir fait mention au début de l'été d'un projet de création d'un parti politique, il a été tout heureux, hier, en marge de la plénière de l'APN, d'informar que l'annonce officielle de la fondation du parti se fera à la date symbolique du 1^{er} novembre prochain. Karim Tabbou, qui s'est abstenu de révéler la dénomination de cette entité partisane qu'il lance avec d'anciens cadres du FFS et d'autres venus de divers horizons, a néanmoins indiqué que son parti sera résolument démocratique et se définira aussi comme résolument opposé au système.

La mise en place des structures de base est, a souligné encore Tabbou, quasiment achevée. Il revendique une présence dans 33 wilayas.

La dernière réunion de coordination a été organisée le 14 septembre dernier. Elle a regroupé une cinquantaine de cadres.

S. A. I.